

Liste de questions canoniques pouvant être posées à l'examen oral

Droit du service public

M1

Université Paris-II

Pr Gilles J. Guglielmi

1. L'existence d'activités de service public avant la Révolution française
2. La privatisation des « grands services publics »
3. La Transformation publique
4. Les principes constitutionnels de fonctionnement du service public
5. L'égalité et le service public
6. La continuité du service public
7. L'égal accès au service public
8. La sécurité du service public
9. Le mandat d'intérêt général
10. L'identification du service public

11. Y a-t-il un après-APREI ?
12. Le service universel
13. La notion de service public constitutionnel
14. Service public obligatoire ou facultatif
15. Altmark et Almunia
16. Le service d'intérêt économique général
17. La notion de service d'intérêt général
18. Les services non économiques d'intérêt général
19. Les services sociaux d'intérêt général
20. Léon Duguit

21. Le service public à caractère industriel et commercial
22. Le service public à caractère administratif
23. L'établissement public, mode de gestion du service public
24. Les différentes formes de régies
25. Le service minimum
26. Service public et droit de grève
27. La directive Concessions 2014/23/UE et le droit du service public
28. L'arrêt Blanco et la théorie du service public
29. L'arrêt CE, 6 avril 2007, Commune d'Aix-en-Provence
30. Les obligations de service public et leur compensation en droit européen

31. L'intérêt public local, fondement du service public
32. La notion de service public national
33. Pourquoi Eloka ne prend-il son sens qu'avec Mélinette ?
34. L'habilitation à gérer le service public
35. Les régies locales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière
36. Les contrats entre personnes publiques
37. Quelles sont les autorités compétentes pour fonder un service public ?
38. Les trois niveaux de gestion du service public et les compétences y attachées
39. Les principaux modes de gestion des services publics par une personne publique

40. La concession de service public. Origine, définition, nature.
41. La notion de délégation de service public
42. Les discriminations positives dans le service public
43. Égalité, laïcité et neutralité dans le service public
44. Réquisition et service public
45. La reconnaissance de service public
46. Les principaux modes de gestion des services publics par une personne privée
47. Le service public et la formation du droit administratif
48. Le droit au fonctionnement normal du service public
49. Service public, services d'intérêt général, services sociaux d'intérêt général
50. Le service public comme critère de compétence du juge administratif

51. La réception de la notion de service public par le droit communautaire
52. L'influence du droit communautaire sur la notion française de service public
53. Rolland est mort, vive les principes de fonctionnement garantis !
54. L'égalité des chances
55. Les services à compétence nationale
56. Agences et service public
57. La direction stratégique du service public
58. La quasi-régie
59. Le droit au maintien du service public
60. L'affermage

61. La régie intéressée
62. Le marché de partenariat
63. La notion de PPP
64. La SEMOP